



COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Samedi 7 Février 1981

N° 103

PRIX : Antilles 2 F
France 3 F

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

Editorial

GLA, GLAM, GAOULÉ, NAPALM :
CES GROUPES ONT-ILS FAIT LE
CHOIX D'AGIR EN-DEHORS DES
MASSES LABORIEUSES ?

Plusieurs organisations terroristes, ou ayant revendiqué des attentats voient maintenant le jour aux Antilles et en Guyane. Après le GLA, ce fut au tour du GLAM (Groupe de Libération Armée de la Martinique) de se faire connaître en revendiquant l'incendie du palais de Justice de Fort-de-France, et ensuite du NAPALM qui revendiqua aussi cet incendie. En Guyane, un nouveau groupe armé vient de se déclarer : le « GAOULÉ » ; il revendique une série d'attentats et de coups de main contre des biens symbolisant la présence coloniale française en Guyane et commis depuis septembre 80.

La multiplication rapide de tels groupes depuis l'apparition du GLA est un signe. C'est le signe que de plus en plus il existe des personnes qui ne veulent plus se contenter de s'opposer en parole au colonialisme français, mais en actes, et qui n'hésitent pas à pratiquer la violence pour cela.

Car on peut penser que ces groupes ne sortent pas ainsi du néant sans correspondre à une volonté, même minime et embryonnaire dans la population, de vouloir en finir par les moyens les plus radicaux avec la domination coloniale. Derrière ceux qui s'organisent en groupe terroriste, existe-t-il beaucoup d'autres gens dans la population qui sont prêts à les rejoindre ? Cela... il est encore tôt pour l'affirmer, c'est l'avenir qui pourra le dire.

Mais les révolutionnaires socialistes comprennent et partagent les sentiments de ceux qui s'organisent au sein d'organisations comme le GLA, le GLAM, le GAOULÉ, le NAPALM et de tous ceux qui voient en ces groupes et en l'action terroriste le meilleur moyen de se débarrasser de la présence coloniale française. Leur volonté de lutte est légitime. C'est vrai que de plus en plus, des Noirs des Antilles et de la Guyane ressentent la nécessité d'en finir avec le pouvoir blanc colonialiste, raciste. Mais le terrorisme individuel se situe par nature en-dehors de la participation consciente et du contrôle de la population et ne peut mener à un État indépendant dirigé et contrôlé par les travailleurs, par les pauvres, par les Noirs pauvres.

De deux choses l'une : soit ces groupes représentent un sentiment plus large qui existe dans la population, et alors le fait de ne pas solliciter cette population et de ne pas l'amener à s'organiser elle-même est un choix politique, soit ce sentiment n'existe pas et reste limité à quelques éléments, auquel cas les actions menées par ces groupes ne font pas avancer d'un pas le combat des masses colonisées et peuvent même avoir des conséquences néfastes.

Ce dont nous sommes sûrs, c'est que les futurs États indépendants des Antilles et de la Guyane seront réellement des États contrôlés par la population, débarrassés du capitalisme et des exploités blancs et noirs, si dès à présent la population est associée à la lutte, si elle participe elle-même à son propre combat, si elle se donne elle-même ses propres objectifs. Le fait d'affirmer cette impérieuse exigence

Suite page 3

L'AVENIR EST A CEUX QUI OSENT LUTTER



Un journaliste de la station radio de Guadeloupe - FR 3 - a été d'abord frappé d'une sanction pour avoir eu une violente altercation avec l'un des chefs blancs de FR 3. La sanction terminée (il s'agissait d'une mise à pied), le journaliste a été purement et simplement jeté dehors sans autre forme de procès. Il n'a pu pénétrer à FR 3, l'entrée lui ayant été interdite par le gardien !

Il semble que l'un des chefs blancs aurait menacé et fait du chantage - « C'est lui ou moi » ! Le choix de la direction blanche de FR 3 n'a pas été difficile : que croyez-vous qu'il arriva ?... Ce fut le Noir qui écopa !

A l'entreprise Point-Virgule, la patronne blanche mène une guerre d'usure contre ses employés. Là aussi, il s'agit d'une Blanche qui exploite quelques couturières avant de rapatrier ses profits en France d'ici quelques années.

A la SIG, dirigée par le bien connu Tavernier, responsable de l'Association des Officiers de réserve (dont fait partie le bien connu Gugenheim qui fut raté par un attentat du GLA), l'un des responsables syndicaux a été licencié il y a plus d'un an. Mais comme il était membre du Comité d'Entreprise à cette époque, le licenciement n'est pas « légal ». Une plainte a été déposée aux Prudhommes. Mais comme Tavernier a aussi déposé une plainte pour séquestration (!) des membres du Comité d'Entreprise, précisément par ce syndicaliste et que la justice coloniale n'est pas pressée, les prudhommes ne peuvent pas se prononcer non plus sur le licenciement. Mais en attendant, l'ouvrier est dehors, sans salaire !

Et le règne de Tavernier continue. Ce chef blanc du même acabit que tous ceux qui sévissent en Guadeloupe continue de diriger la principale entreprise immobilière et à commettre ses mauvais coups contre les travailleurs... et contre les locataires (hausse de loyers, manque d'entretien etc...)

Un pouvoir blanc

Voilà trois manifestations du Pouvoir Blanc. Ceux qui ont le pouvoir réel, ceux qui dirigent les entreprises, ceux qui décident dans les administrations sont ce Pouvoir

Blanc.

Et ce Pouvoir Blanc est dirigé contre les travailleurs et contre les pauvres. Les Blancs savent bien que la situation de domination qui est la leur est très visible et tentent de se maintenir en atténuant l'apparence « blanche » par des propos lénifiants ou en camouflant leur racisme ou leur arrogance.

La plupart des conflits du travail ne peuvent éviter d'avoir cette apparence, aucun conflit avec l'autorité en place ne peut s'empêcher d'être un conflit entre Blancs et Noirs. Et ceux qui le disent sont évidemment taxés de « racisme » !

Les Noirs ne peuvent accepter cette situation de domination blanche. Situation où la population noire est mise en tutelle et est écartée de l'essentiel des décisions qui la concernent.

La domination blanche, c'est aussi que toute la richesse et toutes les possibilités économiques de nos pays sont exploitées au profit d'une minorité blanche qui se moque bien des problèmes de développement des Antilles. Leur argent n'est même pas investi sur place, mais expédié à l'étranger.

La domination blanche, ce sont ces radios et cette télévision sur lesquelles les travailleurs noirs n'ont aucun contrôle et ne peuvent jamais s'exprimer - sauf en de rares occasions où le Pouvoir veut justement montrer que « vous voyez bien, vous les Noirs, vous pouvez aussi parler »...

La domination blanche, c'est que le principal problème économique, celui du chômage et donc de l'organisation économique des Antilles échappe totalement aux Antillais. Ce sont encore quelques chefs blancs à la Dijoud qui bavardent là-dessus, promettant n'importe quoi, une chose aujourd'hui et demain le contraire.

Il reste une chose concrète de leur politique : c'est que les Noirs doivent partir en masse - plusieurs milliers par an - pendant que les Blancs accroissent ici leur domination et s'installent mieux, faisant entrer du renfort de façon à créer une assise plus large à cette domination.

Cette volonté affirmée de s'installer et de dominer est manifeste puisque ces Blancs vont jusqu'à créer des organismes de défense armés pour se protéger des Noirs.

Il ne leur vient pas à l'idée de comprendre que les Noirs n'admettront pas éternellement sans réagir leur pouvoir. Ni les Noirs qui vivent ici, ni ceux qui seront contraints de revenir au pays chassés par la crise et le racisme en France ne l'admettront.

... qu'il faut combattre !

Et les Noirs qui veulent s'engager dans cette lutte contre la domination blanche ont parfaitement raison de le faire. Accepter une telle domination est indigne d'un peuple majeur et libre. A la fin du XX^e siècle, aucun peuple n'accepte plus la domination coloniale.

Ceux qui croient que « l'assistance », les « allocations », les « transferts publics » (l'argent payé aux fonctionnaires) ont éteint toute volonté de lutte et toute aspiration à la dignité au sein de ce peuple, se trompent.

Il y a une profonde aspiration à se prendre en charge. Il y a un courant qui naît et grandit pour refuser de partir chercher les solutions en France. Il y a une tendance à vouloir compter sur ses propres forces et à s'opposer à la domination blanche. Les révolutionnaires soutiennent ces aspirations et les encouragent. Ils participent à cette volonté et à cette aspiration qui grandissent. Si les Noirs réclament que les Antilles ne soient plus dirigées par des Blancs, les révolutionnaires s'engagent à leurs côtés. Ils se battent au sein de la population pour que les Noirs pauvres ne laissent pas à d'autres, et en particulier aux riches ou aux notables, le soin de diriger la lutte. Dans les entreprises, la lutte contre le Pouvoir Blanc existe déjà, contre l'encadrement blanc, les chefs de services blancs, contre le racisme ouvert ou camouflé des directions, contre le recrutement sélectif, en France, de cadres blancs sous prétexte de ne pas en trouver ici. A cela, les travailleurs noirs doivent opposer un démenti catégorique et la proposition ferme de former les cadres manquants sur place.

L'un des résultats de la domination blanche est de freiner l'évolution des peuples des Antilles en leur refusant la prise en mains de leurs propres affaires. C'est le maintien de la population noire au rôle d'assistée aussi bien sur le plan matériel qu'intellectuel ou culturel.

Non aux prétextes économiques pour faire l'économie de la lutte

Se prendre en charge soi-même, voilà ce qui motive aujourd'hui toute une partie des Noirs et ils ont raison. Ils ne sont pas encore rejoints dans cette voie par le gros de la population. Mais ceux dont les hésitations s'appuient sur la faiblesse économique de nos pays doivent réviser leur position. Car tous les biens ne sont pas matériels.

Mais même sur ce plan-là, se libérer de l'emprise politique, économique et culturelle de la domination blanche donnera à ce peuple les moyens d'assurer sa propre organisation économique face à un monde au bord d'une crise économique grave.

Suite page 4

DOMINIQUE : DEUX JEUNES « DREADS » CONDAMNÉS À LA POTENCE.

Deux jeunes viennent d'être condamnés à mort par la justice en Dominique. Il s'agit de Robert Eugène, 23 ans, et Auguste Lloyd, 16 ans. Si le premier ministre ne les gracie pas, ils seront pendus d'ici peu.

Ces deux jeunes sont des « dreads », c'est à dire des jeunes marginaux « rastas », se coiffant de nattes, vivant entre eux, dans la montagne, et adeptes fervents de drogues, en particulier la Marijuana qu'ils cultivent souvent eux-mêmes. Ils ont tué un homme dans son champ à Grand Bay. Ils étaient trois. Aussitôt la police les a pris en filature et en tua un. Les deux autres furent arrêtés et jugés.

Certes, ce crime dont on ne connaît pas très bien les causes est horrible, mais la façon dont le journal officiel de l'île *Chronicle*, organe officieux du *Freedom Party* relate les faits est tout aussi « horrible ». Le seul titre : « Two for gallows » (deux pour la potence) fait frémir. Les rédacteurs semblent se réjouir de cela par un tel titre en gros caractères en première page de leur journal.

Pourtant, quelle que soit la gravité de l'acte criminel commis par ces jeunes gens, il n'y a vraiment pas de quoi se réjouir de la sévérité du verdict pris contre eux. Car ce

sont les mêmes qui jugent et qui condamnent, les tenants du pouvoir qui ne font rien pour éliminer les causes qui créent les « dreads » et les jeunes qui en arrivent à de tels actes de folie.

La Dominique est un pays extrêmement misérable, un pays où il n'y a pas de travail et où le peu qu'il y a est très mal payé. La majorité des travailleurs ne gagnent que 500 à 700 francs par mois...

Les jeunes Dominicains, pour la plupart, ne font rien de toute la journée, vivant d'expédients ou de l'aide des parents, ils sont totalement désœuvrés. Depuis plusieurs années, pour lutter contre l'absurdité d'une telle vie, certains ont tenté de s'organiser autour de la drogue, dans des communautés « rasta » ou « dreads », adoptant toute une philosophie mystico-religieuse et en s'affirmant contre la société officielle : l'Etat, les chefs, la police, qu'ils qualifient de « babylo-nes ». On retrouve ces communautés d'ailleurs dans la plupart des îles caraïbes, en particulier à la Jamaïque.

Depuis longtemps, ceux de la Dominique sont en lutte avec le gouvernement. Il y a quelques années la police de Patrick-John les

avaient persécutés dans la montagne, les traquant et en tuant plusieurs. Desmond Trotter, l'un de leurs dirigeants, avait été emprisonné plusieurs années, victime d'un complot tendant à lui faire porter la responsabilité d'un crime qu'il n'avait pas commis.

La répression contre les « dreads » n'a pas du tout réglé le problème, bien au contraire.

Que fous de drogue des jeunes en arrivent à tuer, c'est là une conséquence de la situation qu'ils subissent et de la vie qu'ils mènent. Sans but, sans perspective, égarés, voilà ce que sont la plupart des jeunes Dominicains et cela les différents gouvernements qui se sont succédé en sont eux aussi responsables. Aujourd'hui Eugénia Charles peut jouer à bon compte les « dames de fer de la Dominique » au détriment de deux jeunes garçons misérables : elle veut utiliser leur condamnation à mort pour rehausser son image de marque de femme dure, et en même temps détourner l'attention de la population sur ces jeunes, en faire des boucs émissaires, les responsables de tout ce qui ne va pas dans le pays. « Ce sont les méchants, ils mettent en danger le pays, il faut les punir pour le bonheur de la Dominique ». Voilà en quelque sorte comment pourrait se résumer la

position du pouvoir.

Les méchants ? Robert Eugène, 23 ans, Augustus Lloyd, 16 ans, deux jeunes pauvres diables égarés dans les vapeurs de la drogue, traînant derrière eux un passé de misère, de faim au ventre...

Non, les véritables criminels sont ceux qui, comme Eugénia Charles, premier ministre, banquière, grosse possédante, grosse propriétaire terrienne, protègent avant tout leurs propres intérêts et ceux de leurs compères, gros possédants comme eux, ceux qui écrasent de leur botte et de leur mépris sans borne le petit peuple.

Le journal qui soutient le gouvernement, *Chronicle*, sous-titrait : « Deux jeunes hommes de Grand Bay paieront la sentence suprême pour avoir pris la vie d'un autre être humain »...

Mais c'est la vie de tout le peuple pauvre de la Dominique que prennent à petit feu les capitalistes, les possédants soutenus par le gouvernement. Et c'est pour ceux-là qu'il faudra que les pauvres dressent une potence, un jour.

P-J-C

POLOGNE : LES TRAVAILLEURS MÈNENT UNE LUTTE FRUCTUEUSE

Après la dernière grève générale organisée par le syndicat *Solidarité* et qui fut un succès au moins dans les grandes entreprises, le gouvernement polonais a accepté de négocier avec les représentants du syndicat. Les syndicats demandent que les samedis soient désormais chômés, qu'ils puissent avoir accès à la radio et à la télévision et que le syndicat paysan soit enregistré et reconnu par l'Etat.

En fait c'est un compromis qui a été passé avec le gouvernement. Les syndicats et les travailleurs polonais obtiennent deux samedis sur quatre en obtenant que le principe de la semaine de cinq jours soit inscrit dans la loi.

A propos de l'expression du syndicat à travers la presse, le gouvernement a cédé sur la parution à 500 000 exemplaires d'un hebdomadaire national de *Solidarité* qui pourra aussi publier huit périodiques régionaux. En ce qui concerne la radio et la télévision, elles devront informer des décisions et communiquer de la direction nationale du syndicat. Des débats contradictoires seront organisés avec la participation de *Solidarité* sur les grands problèmes économiques et sociaux du pays. Une émission télévisée sera consacrée chaque semaine à la vie syndicale.

Bien que *Solidarité* n'ait pu obtenir comme il le demandait, à disposer librement d'un temps d'antenne régulier, bien que pour le moment le gouvernement refuse de reconnaître le nouveau syndicat indépendant paysan, le syndicat *Solidarité* et les travailleurs qui le suivent ont contraint le gouvernement à lâcher du lest et les satisfactions obtenues sont loin d'être négligeables. Cela, les travailleurs groupés autour de *Solidarité* et de

Lech Walesa l'ont gagné en créant un rapport de force que craint le gouvernement. Ce dernier savait aussi qu'au moment même des négociations, de puissantes grèves se déroulaient, grèves spontanées, organisées, déclenchées en dehors même de la direction de *Solidarité*.

Ces grèves incessantes qui éclatent un peu partout en Pologne sont le signe d'un évident mécontentement et de la combativité qui existe dans les rangs des travailleurs polonais. Le gouvernement en mesure la force et les conséquences éventuelles, ce qui explique que tout en limitant au maximum les avantages réclamés par les travailleurs, il se trouve bien obligé de lâcher bien plus que des miettes, mais des satisfactions substantielles aux travailleurs.

Reste à savoir si après avoir accordé ces avantages, le gouvernement polonais ne cherchera pas à les grignoter petit à petit et dans les faits à les stériliser. Mais là encore ce sera une question de rapport de force entre lui d'une part, le syndicat et les travailleurs d'autre part.

Pour l'heure, malgré les appels du syndicat *Solidarité* à la suspension des grèves, de puissants mouvements se poursuivent à Bielsko-Biala et Jelena-Gora. Quant aux paysans, ils n'entendent pas en rester là ; pour que le nouveau syndicat soit reconnu, ils entendent entreprendre d'autres actions importantes.

La grève d'avertissement prévue pour le 3 février a été annulée et remplacée par une « journée de solidarité avec les paysans en lutte ». Cette journée permettra à *Solidarité* de développer une propagande en faveur de la création de *Solidarité rurale*, le syndicat

indépendant paysan.

La situation en Pologne reste donc marquée par des luttes et des revendications ouvrières puissantes et constantes. Face à cela le gouvernement tente de composer entre la fermeté et la souplesse.

Il y a aussi l'ombre de l'intervention des chars de la bureaucratie soviétique qui plane constamment sur la Pologne. Pour l'instant le gouvernement soviétique ne semble pas vouloir intervenir, prendre le risque de créer une grave crise internationale et de se retrouver avec tout un peuple contre lui, mais cela ne signifie pas qu'il ne puisse pas le faire dans un avenir proche ou lointain, quels que soient les risques. Le risque encore le plus grand pour lui serait que se développe un mouvement révolutionnaire ouvrier menaçant l'Etat polonais et par là-même pouvant servir d'exemple à la classe ouvrière des autres Etats qu'il contrôle dans sa sphère d'influence à l'est.

Nous n'en sommes pas encore là pour l'instant, mais en tout cas, les travailleurs polonais ont intérêt à poursuivre leur effort d'organisation et d'action, à se renforcer, à se préparer à toute éventualité. Ils se sont donnés dans un premier temps un syndicat bien plus démocratique que les syndicats d'Etat, ils cherchent par ce biais à s'exprimer plus largement au travers de tout le pays, ce n'est pas une mince tâche. Il est difficile de dire aujourd'hui si *Solidarité* et ses dirigeants représenteront toujours et à tout moment les intérêts des travailleurs polonais, ou s'ils se contenteront de n'être un jour qu'une opposition respectable, « récupérée » en quelque sorte par le pouvoir...

Mais ce qui est certain, c'est que leur ave-

nir dépend des travailleurs eux-mêmes, de ceux qui dans les usines, dans les quartiers, à la campagne, en ont plus qu'assez des bas salaires, des privations de toutes sortes, des queues devant les magasins d'alimentation, qui en ont assez de cette vie de grisaille et d'efforts. Si ceux-là continuent du fond même du pays à exprimer leur mécontentement, ils pourront non seulement s'organiser de façon autonome comme l'ont fait ceux de

Gdansk au mois d'août, mais contrôler en permanence leurs propres dirigeants ainsi que ceux de *Solidarité* qui agissent en leur nom.

Depuis des mois, la classe ouvrière polonaise s'est créé d'immenses possibilités d'organisation et de lutte dont elle peut tirer un profit incalculable pour l'avenir.

Pierre Jean Christophe

Jacques BRUEL

LE CONSEIL GÉNÉRAL AUGMENTE ENCORE L'ESSENCE

Trente centimes supplémentaires sur le super et l'essence ordinaire, voilà le nouveau coup de bambou asséné à la population par la majorité du Conseil Général de la Martinique. En effet la nouvelle hausse de ce mois de février est décidée par le Fonds d'Investissement Routier (F.I.R.), commission du Conseil Général ayant à sa tête Michel Renard. En un an, cette sixième augmentation cumulée aux autres précédentes entraîne une hausse de plus de 50 % !

C'est donc d'un véritable rançonnement de la population qu'il s'agit, rançonnement perpétré à la fois par le Conseil Général par le biais du F.I.R., et par les capitalistes de la SARA (raffinerie de pétrole de la Martinique).

Il est à remarquer (c'est là l'argument que sert le Conseil Général pour se dédouaner), que la totalité de cette augmentation sert à financer l'amélioration du réseau routier de l'île. Mais on se demande dans ce cas-là à quoi peut bien servir l'appartenance tant vantée par la droite, de la Martinique à un « grand ensemble national ». Depuis la création du F.I.R., ce « grand ensemble national » ne construit plus un pont ni une route aux Antilles. Le prix de tous ces ouvrages est exclusivement payé par l'automobiliste martiniquais, rançonné par le biais du F.I.R.

APRÈS L'ATTENTAT CONTRE LE TRAIN : TRAVAILLEURS ANTILLAIS DE L'ÉMIGRATION, SOYONS RESPONSABLES DE NOTRE LUTTE

Beaucoup d'entre nous, travailleurs antillais dans l'émigration, se sont émus d'entendre plusieurs attentats attribués, semble-t-il à tort, au GLA. Il y a eu le 30, l'attentat à la bombe contre la Palais de Justice de Paris, revendiqué finalement par un groupe autonomiste corse, mais pour lequel un coup de téléphone du GLA aurait été donné. Le dimanche précédant cette bombe, un conducteur de train de la banlieue nord de Paris a été tué par un bloc de ciment lancé contre le train. Treize heures après, l'attentat aurait été revendiqué par le GLA. Immédiatement la SNCF et la police ont démenti et affirmé qu'il s'agit d'un acte de malveillance, comme il y en a des centaines chaque année, par de jeunes voyous. Malgré les démentis, ces faits ont animé et animent encore les conversations dans l'émigration. Tous s'indignent : « Ils mettent tout ce qui se fait en France sur notre dos ». « Dès qu'il y aura quelque chose

ici, on dira que ce sont les Antillais ». Ou encore « Ce sont certainement des racistes, des Blancs, qui téléphonent pour dire que c'est nous ! C'est scandaleux ! »

Ainsi, ceux même qui hier dénonçaient ce qu'ils appelaient la violence du GLA, se sentent solidaires face à de probables calomnies contre lui comme si le GLA c'était eux. « Si c'était des Antillais, ils n'auraient pas choisi de tuer un ouvrier », ou « Il n'y a pas d'Antillais en procès en ce moment, il y a d'autres endroits où mettre des bombes avant le Palais de Justice ! ». C'est justement là que réside le problème. Le GLA c'est le GLA. Les travailleurs antillais sont les travailleurs antillais. Le GLA fait ce qu'il choisit de faire sans nous demander notre avis à nous, travailleurs de l'émigration.

Nos intentions et nos luttes, il nous faut nous donner les moyens de les faire connaître. Si nous ne voulons pas que les racistes ou

simplement ceux qui connaissent mal la situation des Antilles, nous attribuent tel ou tel acte, nous devons faire en sorte que ce que « nous les travailleurs antillais » pensons ou envisageons de faire soit connu.

Le meilleur moyen pour cela consiste à nous organiser pour nous mettre d'accord sur ce que nous voulons ou pas. A ce moment là, personne ne pourra venir nous accuser de l'assassinat d'un ouvrier français qui n'a rien à voir avec la misère aux Antilles, s'il apparaît clairement que nous ne sommes pas pour ce genre d'action. Par contre si nous nous organisons, nous travailleurs pour lutter contre les colonialistes, contre les racistes, avec les moyens que nous avons choisis eh bien nous pourrons, en toute responsabilité, parler des actes que nous travailleurs voulons faire ou pas et de ceux que nous avons décidé de soutenir.

LES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE : FAIRE PRENDRE AU CONSOMMATEUR DES VESSIES POUR DES LANTERNES

Depuis une semaine a commencé en Martinique une vaste campagne sur le thème des économies d'énergie et contre les « gaspillages ». Une plaquette imprimée est déjà sortie et il y a eu un débat à la télévision, tandis que régulièrement FR 3 diffuse à la radio des messages publicitaires sur ce thème.

L'argument avancé est que les Martiniquais gaspillent 10 % de l'énergie qu'ils consomment. Cela occasionnerait une perte sèche de plus de 4 milliards de centimes par an.

On pourrait s'interroger sur l'opportunité de lancer cette campagne à ce moment précis. Car c'est sans aucun doute tenter de détourner la colère des usagers au moment où le Conseil Général vient d'augmenter les prix de l'essence de près de 10 %, et au moment où la SARA s'apprête à en faire autant. Dans ce cas les responsables seraient tout trouvés : non pas les capitalistes et l'Etat qui vendent l'essence ou l'électricité fort chers, mais l'usager qui gaspille parce qu'il ne fait pas attention ! Les responsables ne seraient pas la majorité du Conseil Général qui met 1,40 F de taxes sur chaque litre de super, mais l'automobiliste qui laisse tourner son moteur pendant les embouteillages chroniques de Fort-de-France !

En réalité, dans le domaine de l'énergie comme dans bien d'autres, le véritable problème réside dans l'existence du colonialisme qui fait de nos pays des pays dépendants et sous-développés économiquement !

L'exemple de l'électricité est à lui seul édifiant. On peut dire que dans chacune des colonies que sont la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane, les responsables coloniaux n'ont pas hésité à recourir aux pratiques les plus honteuses, aux mensonges les plus grossiers pour justifier la dépendance énergétique que nous connaissons, et qu'ils organisent.

En Guyane, il y a de nombreux fleuves et cours d'eau au débit abondant et au régime très régulier. Une centrale sur un seul de ces fleuves pourrait produire à bas prix la quantité d'énergie suffisante pour les besoins de toute la Guyane. Cela ne se fait pas... parce que selon l'administration, la puissance pro-



Les puits de Bouillante.

duite serait trop grande, et il y aurait de l'énergie gaspillée, car non utilisée ! On croit rêver : pas de centrale hydro-électrique en Guyane car elle produirait trop ! Et le résultat est le suivant : les Guyanais importent fort cher du pétrole pour produire de l'électricité !

Mais l'argument inverse est utilisé pour la Guadeloupe et la Martinique. Là, l'état colonial ne construira pas de centrale sur la Capot, ou sur les chutes du Carbet car la production serait trop faible eu égard aux besoins de la Guadeloupe et de la Martinique !

Dans le domaine de la géothermie (énergie tirée de la chaleur du sol), la même légèreté coupable prévaut. On sait qu'un seul des

puits forés dans la région de Bouillante sur la Côte sous le Vent produirait le dixième de toute l'énergie consommée en Guadeloupe. Pourtant les travaux n'ont même pas encore commencé pour la construction de cette centrale. L'un des motifs officiels est qu'il faut connaître la composition exacte de l'eau afin que les tuyauteries ne soient pas attaquées par les composants chimiques de cette eau ! A l'heure de la conquête du cosmos, voilà les ingénieurs d'EDF arrêtés, nous dit-on, par un vulgaire problème de tuyaux ! Quant à la Martinique, la seule certitude que l'on aie, c'est qu'il existe des nappes d'eau chaude dans le sous-sol du Lamentin et du Morne-Rouge, mais là encore, aucun souci d'utiliser le potentiel disponible. Enfin en ce qui con-

cerne l'énergie solaire, on s'est d'ores et déjà rabattu sur le conseil prodigué aux habitants d'utiliser le chauffe-eau solaire, ce qui a l'avantage de ne rien coûter à l'Etat (une prime d'installation de 1 000 F par chauffe-eau solaire, attribuée avant, vient d'être supprimée).

Il faut signaler qu'au moment où les capitalistes aidés par le gouvernement liquident la production sucrière de Guadeloupe et de Martinique, messieurs les responsables économiques parlent à perdre haleine de production de l'électricité à partir de la bagasse de la canne !

Non, ces messieurs n'ont aucun souci d'utiliser ce qui existe, et c'est déjà une première forme de gaspillage de leur part que la non utilisation des ressources des Antilles et de la Guyane.

Mais ils donnent eux aussi le mauvais exemple : qui a doté la Guadeloupe et la Martinique de centrales électriques marchant au fuel, sinon le gouvernement français ! Or ces centrales sont extrêmement onéreuses, car le carburant utilisé coûte extrêmement cher. Voilà où il se situe, le gaspillage ! Et le directeur d'EDF a bonne mine de venir conseiller aux habitants de ne pas user trop d'électricité quand l'usine qu'il dirige marche au fuel !

Mais on comprendra vite que s'il y a de l'énergie gaspillée, ce n'est pas perdu pour tout le monde : les achats de fuel d'EDF se font entre les mains de la SARA, propriété commune des trusts pétroliers qui ont nom : Elf, Total, Esso, Texaco et Shell. A tous ceux-là le gaspillage actuel rapporte confortablement : cela leur permet de nourrir entre autres, non seulement leurs actionnaires français ou américains, mais aussi de lâcher des miettes aux gros capitalistes békés qui les représentent sur place : Hayot, Cottrell, De la Houssaye, etc.

On comprend que dans ce cas-là cette campagne sur les économies d'énergie ne peut être que du vent, une entreprise visant à faire prendre au consommateur des vessies pour des lanternes.

LE CAPITALISTE BLANC MARSAN POURSUIT 6 TRAVAILLEURS DEVANT LES TRIBUNAUX : NON À LA JUSTICE RACISTE ET PRO-PATRONALE !

Près de 3 ans après la grève de 1978, voilà que le gros capitaliste blanc Marsan traîne devant les tribunaux 6 travailleurs noirs accusés d'avoir demandé que l'on boycotte ses magasins.

En mai 1978, les travailleurs de chez Marsan (Fontaine Didier et Coca-Cola) s'étaient mis en grève pour protester contre le licenciement de l'un d'entre eux et pour exiger des augmentations de salaire.

Comme Marsan ne voulait pas céder, l'opinion publique a aidé les grévistes en refusant pendant plusieurs jours d'acheter dans ses magasins. Et cela a fait reculer Marsan en partie car il a dû augmenter les salaires et primes de nombreux ouvriers.

Depuis, près de 3 ans se sont écoulés. Mais les juges et les procureurs blancs qui se sont succédés au tribunal de Fort-de-France pendant cette période ont continué à suivre

l'affaire, ce qui du même coup aide le capitaliste Marsan à se venger sur 6 travailleurs noirs !

N'est-ce pas de la scélératesse que de réveiller une affaire que tout le monde croyait enterrée depuis longtemps ? Marsan lui-même n'a plus de magasin en ville, il a vendu Coca-Cola, le libre-service Dillon et les 2 magasins du centre-ville, il a remis Fontaine-Didier à son fils.

Avec l'argent ainsi amassé, il a réinvesti à Miami et dans l'hôtellerie : l'hôtel *La Marina* lui appartient !

Pendant ces trois dernières années, Marsan s'est donc encore engraisé, tandis que sur les 6 travailleurs concernés, 4 ont été licenciés par ses soins et les 2 autres continuent à être surexploités par son fils à Fontaine-Didier ! Mais cela ne suffit pas au béké Marsan, qui pousse son racisme et sa

hargne jusqu'à essayer de faire condamner ceux qu'il a exploités pendant des années, puis licenciés dès qu'ils se sont trouvés gênants.

En agissant ainsi, Marsan, le descendant d'esclavagiste, agit exactement comme ses arrière-grands-parents agissaient envers les arrière-grands-parents, esclaves, des travailleurs martiniquais ! C'est la même haine, la même mépris, la même détermination à briser la dignité ouvrière.

Marsan veut peut-être réduire les travailleurs à la mendicité, au vol et à la prostitution. Mais les 6 accusés ne l'entendent pas de cette oreille et ne le laisseront pas agir impunément. Ils ont confiance en la solidarité de la population et des travailleurs martiniquais pour faire céder le vindicatif Marsan et la justice coloniale comme il y a trois ans.

TAHITI : CEUX QUI REFUSENT LA PRÉSENCE FRANÇAISE SONT LOURDEMENT CONDAMNÉS

Le tribunal de Versailles a condamné six des sept Tahitiens de quatre à quinze ans de prison. Le septième inculpé a été acquitté. Ce procès qui a pris pour prétexte le meurtre d'un patron blanc, d'Anglejean-Chatillon, et d'un attentat contre la poste de Papeete, a frappé le mouvement indépendantiste tahitien. Charlie Ching, leader et fondateur du groupe le *Tahitien libre* a été condamné à cinq ans de prison sans que sa participation à aucun des attentats n'ait été établie. Il a été néanmoins condamné pour protéger « l'œuvre civilisatrice de la France » à Tahiti comme l'a demandé le procureur général.

C'est justement cette « œuvre civilisatrice de la France », avec ses expériences nucléaires, son exploitation et sa domination coloniale que ces jeunes tahitiens refusent. La seule réponse du gouvernement aux aspirations de la population tahitienne, c'est des années de prison, alors que c'est lui qui oppresse et qui exploite en Polynésie.

RAIZET : LES HABITANTS EMPECHENT L'ABATTAGE DES ARBRES

Les habitants des cités SIG du Raizet proches du canal ont été surpris, puis indignés, lundi dernier, de voir qu'on avait commencé à couper purement et simplement la rangée de flamboyants qui bordent la route.

Certains habitants des Esses tentèrent d'empêcher ceux qui avaient entrepris ce « travail » de continuer ; devant leur refus, on téléphona à la radio, puis à la police. Il s'avéra que les ouvriers qui avaient entrepris de couper les arbres étaient employés par l'EDF pour... protéger une ligne à haute tension. Une ligne dont, soit dit en passant, les fils pendent quelque peu, et qu'un poteau intermédiaire suffirait à relever au-dessus des arbres.

L'abattage des flamboyants fut donc stoppé, mais six avaient eu le temps d'être abattus et d'autres sérieusement abimés.

L'affaire terminée, chacun se renvoie les responsabilités. Le directeur de la SIG, l'avernier, tire à boulets rouges sur l'EDF en invoquant la protection de la nature et de l'environnement. L'EDF se décharge en pré-

cisant qu'elle n'était pas directement responsable, que ceux qui ont coupé les arbres font partie d'une société privée chargée par l'EDF de dégager les lignes à haute tension.

Mais comme il faut bien que quelqu'un porte le chapeau, la société en question affirme que tout cela est la faute d'un ouvrier qui a pris l'initiative de couper les arbres... profitant de l'absence du chef de chantier qui surveillait une autre équipe. Et l'on précise que l'ouvrier en question sera sanctionné !

Ledit ouvrier paiera donc pour tout le monde : la société où il travaille, l'EDF et les autres. Et le directeur de la SIG se sera fait à peu de frais une image de « défenseur de l'environnement », lui qui pendant des années a laissé les habitants de ses cités « environnées » de flaques d'eau et de boue à la moindre averse... Il est vrai qu'il devait tenir particulièrement à ces arbres, qui permettaient de cacher aux yeux des passants le canal nauséabond qui continue « d'environner » les habitants des Esses.

LA MEYNARD : NORD-FRANCE LICENCIE

Le gros œuvre de l'hôpital La Meynard est en train de s'achever et l'entreprise Nord-France qui a l'essentiel des travaux a déjà commencé à licencier : en janvier, 37 travailleurs ont été jetés à la rue ; en février, la direction met à la porte une trentaine d'autres et déjà elle prévoit pour mars une autre fournée de licenciements.

Nord-France qui est une entreprise nouvelle en Martinique s'est signalée depuis le début des travaux à La Meynard par un recours systématique aux heures supplémentaires, cela dans le but d'accélérer les cadences, afin de terminer au plus vite le chantier.

Maintenant que c'est chose faite, Nord-France se débarrasse sans ménagement des travailleurs qu'elle a surexploités depuis deux ans.

Aujourd'hui Nord-France estime avoir les mains libres pour perpétrer son mauvais coup contre les ouvriers du chantier. Mais c'est un calcul que les travailleurs, s'ils le veulent, peuvent bien déjouer, en s'organisant pour exiger du travail à la direction, ou de toute façon d'être payés jusqu'à un nouvel emploi.

ÉDITORIAL (suite)

n'implique pas forcément l'attente, la passivité... Non, il faut agir, il faut se battre, il faut en finir avec ce pouvoir blanc odieux, avec le colonialisme français et les exploités...

S'il s'avère que ces petits groupes représentent déjà bien plus qu'eux-mêmes, que de plus en plus nombreux sont ceux qui comprennent la nécessité de se battre, pourquoi faire alors le choix de confiner cette lutte en un cercle restreint de conspirateurs, pourquoi choisir de mettre un corset à la volonté de lutte qui semble se dégager d'une fraction de la population aussitôt qu'elle s'exprime ? Pourquoi au contraire ne pas s'appuyer sur ces sentiments de « ras-le-bol » et de colère pour appeler la population à s'organiser elle-même sur une grande échelle en opposant sa propre violence à la violence coloniale ?

L'AVENIR EST A CEUX QUI OSENT LUTTER

SUITE DE LA PAGE 1

Car en cas de crise, qu'arrivera-t-il ? La fameuse « solidarité nationale » dont on nous rebat les oreilles va-t-elle jouer pour empêcher les Noirs des Antilles et ceux qui vivent en France de tomber dans la déchéance ? Non, les Noirs seront écartés comme ils le sont aujourd'hui pour le logement dans la région parisienne. Et là, ce sera plus grave. Plus de production locale du tout, licenciement d'une partie des fonctionnaires, appauvrissement des campagnes encore plus grand, limitation et étiolement du commerce... Ce n'est pas un tableau sortant de la pure imagination, mais bien ce qui nous menace dans les mois à venir.

Et cela rend urgent pour les Noirs des Antilles de se débarrasser de la domination blanche pour s'organiser et être en mesure de résister aux effets de la crise par leurs propres moyens.

Les Noirs Pauvres auront, sur le plan économique comme sur le plan politique, leurs propres objectifs et leurs propres méthodes : organiser l'économie de façon à satisfaire les besoins élémentaires et vitaux des masses populaires, mettre fin aux privilèges des Blancs comme des Noirs riches, mettre fin au

chômage en répartissant le travail entre tous les bras, contrôler le commerce extérieur et les mouvements de capitaux, obliger les sociétés capitalistes ayant investi ici à réinvestir une partie de leurs bénéfices localement...

Au cours de la lutte, les Noirs pauvres établiront un programme détaillé qui corresponde à leurs besoins et qui permette de vivre décemment en attendant que la lutte des exploités dans le monde, et en particulier des travailleurs blancs des grandes métropoles impérialistes, apporte des changements qui seront alors déterminants pour l'avenir.

Une priorité : la lutte

Mais aujourd'hui, la priorité c'est d'entraîner, de regrouper tous ceux qui veulent mettre fin à la domination blanche, tous ceux qui en ont assez d'être des étrangers dans leur propre pays.

Que tous ceux qui ont compris l'expliquent aux autres, que tous ceux qui sont engagés dans une forme de lutte en engagent d'autres autour d'eux. Que tous ceux qui peuvent apporter une aide même minime à ceux qui

luttent le fassent. Que ceux qui font partie des Noirs privilégiés, mais qui souffrent dans leur dignité rejoignent la lutte s'ils estiment que la lutte pour la dignité passe avant la préservation des privilèges ! Les Noirs pauvres ne devront rejeter aucune aide, aucun soutien d'où qu'il vienne. Ils devront simplement veiller à ne pas se battre pour permettre à d'autres riches - Noirs au lieu d'être Blancs - de diriger demain les Antilles.

Osons lutter avec audace !

Si toutes ces énergies, toutes les volontés de changements, tous ceux qui aspirent à la dignité et au changement se retrouvent ensemble dans la lutte, si tous les efforts sont dirigés avec acharnement contre le même ennemi, le Pouvoir Blanc, il y aura un résultat. La situation bougera. Ce sont les premiers pas vers notre libération de la domination coloniale - du Pouvoir Blanc - ces pas seront importants pour la suite de la lutte anticolonialiste.

Il n'y a pas d'hésitation à avoir, l'avenir est à ceux qui osent lutter avec audace.

POINT-VIRGULE : LA LUTTE CONTINUE !



Mercredi 4 février, les employés de l'atelier de couture « Point-Virgule » ont décidé de tenter une action afin de décider leur patronne Mme Krimmel à négocier avec leurs responsables syndicaux. La veille, au cours d'une discussion avec les délégués syndicaux, elle avait refusé de céder sur l'horaire continu revendiqué par les employés.

Le mercredi matin, les grévistes se sont rassemblées devant l'atelier avec la ferme intention de trouver une solution pour que la direction tienne compte de leurs revendications. De la CGTG étaient également présents pour les soutenir.

Mme Krimmel, par hasard, ne s'est pas présentée, ayant probablement été empêché de la mobilisation. C'est son mari qui est venu. Celui-ci est entré dans l'atelier et, au moment de sortir, il s'est trouvé face aux grévistes et aux militants syndicaux. M. Krimmel a saugement bousculé les employés dont une enceinte qui se trouvait juste devant lui. Devant une telle brutalité, les manifestants ont réagi aussitôt en le repoussant à l'intérieur. Un d'entre eux eu l'heureuse idée de récupérer sa clé dans la bousculade et c'est ainsi que ce patron de choc fut enfermé dans son atelier. Il faisait peine à voir derrière les grilles, écumant et tout rouge de colère. Ne pouvant rien faire, il fit appel aux forces de police. Deux représentants de la police en civil se présentèrent sur les lieux. Ils ne purent voler au secours de M. Krimmel, n'étant pas en possession des clés. Après plusieurs minutes de discussion à travers les grilles, M. Krimmel accepta de négocier. Après une heure de discussion avec les responsables syndicaux, M. Krimmel refusa d'accepter les conditions d'horaires des employés. Tout aussi méprisant que sa femme, il se contenta d'ironiser en proposant aux responsables syndicaux de prendre la gérance de l'atelier et osa même dire que les employés n'étaient déj' vu que les grévistes perdait la bataille. Et pour illustrer ses dires, il fit allusion à la dernière grève des Nouvelles Galeries.

Ainsi donc le couple Krimmel a bien dans la tête d'avoir les employés à l'usure et de leur imposer les conditions de travail qu'ils veulent. Durant un mois de grève, ils ont toujours tenu tête et méprisé le personnel. Derrière les grilles, monsieur Krimmel n'était pas à son aise, d'autant qu'une foule nombreuse s'était amassée devant l'atelier. Plusieurs passants et les travailleurs des entreprises voisines étaient venus soutenir les grévistes et dire ce qu'ils pensaient à ce patron arrogant et raciste.

GUYANE : APPARITION D'UN GROUPE APPELANT A LA LUTTE ARMÉE CONTRE LE COLONIALISME

Nous publions ci-dessous un texte parvenu à notre rédaction qui montre que, comme en Guadeloupe et en Martinique, la colère contre la domination coloniale grandit. Nous analysons par ailleurs (dans l'éditorial) la signification de l'apparition de groupes tels que GAOULE.

Le GAOULE, comme les organisations semblables (GLA, GLAM ou NAPALM), refuse de faire la différence entre les Guyanais riches et les Guyanais pauvres. Nous pensons que, dans les dernières colonies de l'impérialisme français (Guyane, Martinique, Guadeloupe), l'immense majorité des peuples a intérêt à mettre fin à la domination du pouvoir blanc. Les Noirs qui constituent la majorité de la population de ces pays ont toutes les raisons de refuser la domination blanche coloniale, mais au sein des peuples noirs, des peuples de couleurs, des Antilles et de la Guyane, tous ne sont pas colonisés au même titre, tous ne subissent pas la domination coloniale de la même façon.

C'est pourquoi, dans la lutte, les Noirs pauvres doivent se distinguer des Noirs riches et diriger leur combat eux-mêmes. Or la tactique, les méthodes de lutte et les perspectives d'organisation offertes par le GAOULE, le GLA, le NAPALM ou le GLAM ont pour résultat de placer à la tête des masses des organisations politico-militaires qui, en cas de succès au cours de la lutte, ne peuvent que construire un état en-dehors et au-dessus des masses noires pauvres. Nous pensons pour notre part que ce qui permettra aux Noirs pauvres de parvenir à un État indépendant aussi bien des Blancs que des riches, c'est leur propre engagement dans la lutte, avec leurs méthodes, avec à leur tête des gens qu'ils auront choisis eux-mêmes et dont ils pourront contrôler à tout moment les actes et les paroles.

TAN PALO FINI A GAOULE KI LEVE

GAOULE (Mouvement National de Libération de la Guyane) a décidé de rendre public sa volonté de mettre la violence révolutionnaire guyanaise au service de la destruction du système colonial français qui nous est imposé.

Depuis quatre cents ans, les formes d'asservissement et d'oppression se succèdent et se ressemblent étrangement : « civilisation »-évangélisation des Indiens, traite négrière, esclavage, assimilation départementale... L'Indien, le Nègre, l'homme guyanais est toujours enchaîné...

Par Cépérou, l'indomptable chef Galibi qui, jusqu'au dernier souffle, combattit pour préserver Cayenne des griffes du colonialisme, Boni, le révolutionnaire irréductible, Pom-pée, le rebelle fugitif et Catayé la Prophète que, la Guyane a démontré sa capacité à enfanter des fils qui la défendent.

Aujourd'hui encore, cinq enfants du pays sont exilés dans la froide carcèreuse des geôles parisiennes. Ils ont rejoint à travers les siècles de souffrance, Toussaint Louverture, le libérateur haïtien, les patriotes martiniquais de l'OJAM, les militants guadeloupéens du Gong et leurs frères guyanais du fameux Noël 1974.

Jou a vini

Pour arrêter la destruction et l'abrutissement méthodique du peuple guyanais, des patriotes déterminés, des voix dans la nuit sortent du silence :

GAOULE revendique l'organisation depuis septembre 1979 et sur toute l'étendue du territoire national guyanais, d'opérations de guerres de harcèlement contre le colonialisme français, dont :

A Cayenne :

- L'incendie du centre de défolement des colons français (dit Centre nautique de Zéphyr)

- Des incendies en chaîne de véhicules appartenant aux mercenaires de l'administration et des forces de répression françaises.

- Le dynamitage-avertissement de la caserne des Palmistes.

A Kourou :

- Le dynamitage de la station Shell.

Sur la Comté :

- Les incendies de villas à partouzes de colons français.

A Macouria :

- L'expropriation de dynamite

A Laussat (P.K.186)

- L'expropriation de dynamite

Au Gallion

- Le dynamitage-avertissement de l'usine S.E.B.G.

A Saint-Laurent

- Le dynamitage-avertissement de la sous-préfecture.

A Saint-Laurent et à Cayenne

- Les attentats de la nuit du 16 janvier...

Alors qu'on la croyait éteinte, la torche de bambou des Nègres Marrons s'est brusquement rallumée, pour rappeler au peuple et aux politiciens que le temps des courbettes et du dialogue est révolu.

Face au génocide froid, la politique des élections et de la parole en l'« air » est dépassée.

Pour nous libérer, il y avait deux voies : les élections ou la lutte violente.

Depuis l'abolition de l'esclavage en 1848, seule la voie électorale était utilisée en politique. Cela nous a mené à la catastrophe.

Maintenant les temps sont de nouveau au marronnage et aux actes.

A GAOULE POU LEVE ANKO

Les élus, le dialogue, les commissions en tous genres ne peuvent plus arrêter la marche destructrice et la violence du colonialisme français :

- La violence de l'exil forcé des dizaines de milliers de Guyanais qui partent en France pour trouver un emploi.

- La violence de l'immigration multiforme qui vise à nous réduire en minorité étrangère dans notre pays et sous domination blanche.

- La violence de leur école, de leur radio-télé, de leurs forces de répression.

La vieille politique du mensonge, des promesses et de l'hypocrisie est néfaste et freine la conscience du peuple.

Incapables d'imagination créatrice et de courage, les élites politiques, à de rares exceptions près, tournent en rond et se mordent la queue.

Les partis politiques et les syndicats sont devenus des groupes de privilégiés qui s'organisent au nom du peuple pour revendiquer encore plus de privilèges de la France coloniale.

Les divisions autour des partis et des chapelles électorales nous affaiblissent et nous détruisent de l'intérieur.

Il faut enfin comprendre que nous n'avons qu'une seule patrie, qu'un seul parti : La Guyane

Il n'y a plus qu'une seule solution : L'Unité et la Lutte.

L'heure est à la constitution d'un front de lutte.

GAOULÉ a choisi de se lancer dans la voie de l'effort silencieux et de la violence révolutionnaire.

Il réaffirme sa déclaration de guerre au colonialisme français et avertit les makros et les délateurs guyanais que leur vie est désormais en danger.

GAOULÉ appelle le peuple tout entier, les membres des partis et des syndicats, ceux du Comité de Défense des Patriotes Guyanais à se regrouper dans un front, à tout faire pour y maintenir l'unité, dans l'intérêt supérieur de la nation guyanaise en danger de mort.

Il faut se rassembler et non exclure.

Il faut se battre et ne pas attendre.

C'est aujourd'hui l'heure du refus et de la révolte guyanaise ouvertement proclamée.

LA LIBERTÉ NE SE NÉGOCIE PAS, ELLE S'ARRACHE !

LES CHAÎNES NE SE PLIENT PAS, ELLES SE BRISENT !

LA GUYANE OU LA FRANCE.

LA LIBERTÉ OU LA MORT.

GAOULÉ (Mouvement National de Libération de la Guyane)

Note : GAOULÉ (Gaoulé) : mot utilisé par les esclaves pour exprimer la guerre, la révolte...

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728